



Déclaration liminaire CNAS du 29 mars 2019

Nous sommes réunis aujourd'hui pour le premier Conseil National d'Action Sociale de l'année. Le dernier CNAS s'est tenu en juillet 2018.
Et depuis !

N'oublions pas un élément majeur : les élections professionnelles, qui malgré le vote électronique ont vu presque 74 % de participation, et assuré la légitimité des organisations syndicales.

Tout cela dans un contexte de crise sociale sans précédent où le quotidien des français est rythmé par les manifestations de tout ordre, gilets jaunes, marche pour le climat par exemple.

En ce qui concerne plus spécifiquement la fonction publique, un projet de transformation qui bouleverse les fondamentaux et acte la disparition des CHSCT et qui vide les CAP de leur substance.

Nos ministères économiques et financiers ne sont pas épargnés.

Vous n'êtes pas sans ignorer la mobilisation importante de nos camarades douaniers, et à la DGFIP hier encore à Bercy et dans toute la France.

L'action sociale, que sans scrupule nous pourrions finalement appeler l'inaction sociale est également fragilisée.

Nous pourrions vous rappeler que si nous nous réunissons aujourd'hui pour échanger sur les politiques sociales au ministère, c'est grâce aux combats menés par les agents et les organisations syndicales.

Certains ici n'étaient peut-être pas nés en 1989 dont nous fêtons cette année les 30 ans !!!

Afin d'améliorer les prestations nous vous demandons depuis de nombreuses années de faire un état des lieux sur les besoins des agents.

Nous n'avons d'ailleurs pas attendu le questionnaire du secrétariat général pour interroger les agents à ce sujet. Leurs besoins sont réels et de plus en plus importants.

A la CGT nous appelons cela des droits sociaux :

- droit au logement
- droit aux vacances
- droit à la restauration
- droit aux sports et à la culture

Pour aborder à présent un sujet plus spécifique celui de votre réponse du 14 mars 2019 au courrier des organisations syndicales du 13 novembre 2018, vous nous parlez que budget, efficience, unification des associations par un opérateur unique ! Mais ça veut dire quoi ? Vous ne pouvez pas nous dire d'un côté que vous voulez dialoguer et de l'autre nous présenter un agenda social où ne figure qu'une réunion sur le sujet.

Et concernant des exemples d'informations que nous n'avons toujours pas reçu et qui pourtant devaient nous être communiquées (cf PV du dernier CNAS) : l'avenant des Conventions d'objectifs et de moyens des associations, le marché CESU 6/12 ans, la répartition des Crédits d'actions locales qui ont d'ailleurs baissés de 5 % à cause de la réserve.

Au Comité Technique Ministériel de lundi, pour certains d'entre nous qui y étaient, nous avons pu constater que le dialogue social est pratiquement inexistant. On se réunit, on palabre, mais nous n'échangeons pas.

La fédération des finances CGT a pourtant déposé 8 thèmes de négociations, dont les Politiques sociales.

Nous avons, du côté de cette table, des propositions. Nous vous posons des questions concrètes, les camarades qui siègent dans les CDAS le font également en local.

Mais nous ne sommes pas entendus. Pourquoi ?

Nous vous rappelons les revendications de la fédération des Finances CGT , concernant les politiques sociales

- 3 % de la masse salariale pour les agents actifs et retraités
- 1 % pour le logement
- une politique ambitieuse de création et de réservations de logements sociaux -) alors que la subvention est en baisse
- une priorité donnée à la restauration collective de qualité partout et la revalorisation de la valeur faciale des titres restaurant au maximum légal pour les agents ne bénéficiant pas de restaurant -) nous assistons en fait à la suppression des petites structures remplacées par des cartes Apétiz en veux tu en voilà
- un tourisme social ouvert à toutes et tous -) alors qu'un audit sur la rentabilité de chaque centre de vacances a été demandé
- des créations et réservations de places dans les structures d'accueil de la Petite enfance -) aucune place en crèche supplémentaire
- le développement de l'accès au sport, aux loisirs et à la culture -) là encore l'injustice est criante puisque c'est essentiellement bercien !

Le cycle de concertation que vous nous proposez ne nous convient pas, nous demandons l'ouverture de véritables négociations sur les politiques sociales, nécessitant plusieurs réunions de travail.

Dernière remarque, dans les documents que vous nous avez fournis il y a un grand oubli : les retraités. Qu'en est il du travail qui avait été engagé et des échanges que nous avons eu avec Bercy et nos camarades retraités.